

Livre VI du code de commerce **Projet de questionnaire**

Ce questionnaire s'inscrit dans la mise en œuvre du pacte pour la croissance, la compétitivité et l'emploi présenté par le Premier ministre le 6 novembre 2012. Il contribuera aux travaux tendant à rendre plus efficace la justice commerciale.

Il comprend quatre parties.

Question préalable :

Etes-vous :

- praticien des procédures collectives ou du droit des difficultés des entreprises ?
- universitaire spécialisé en matière économique ou commerciale ?
- ni l'un, ni l'autre ?

Première partie: la prévention des difficultés des entreprises

Les articles L.611-1   L.611-15 du code de commerce prévoient trois types de dispositions à caractère préventif : la convocation du dirigeant par le président du tribunal de commerce, la désignation d'un mandataire ad hoc et l'ouverture d'une conciliation.

Selon l'article L.620-1 du code de commerce, une procédure de sauvegarde peut, par ailleurs, être ouverte sur demande d'un débiteur qui, sans être en état de cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

- 1) Pensez-vous que ces différents dispositifs de prévention des difficultés des entreprises sont efficaces en pratique ? Si oui, pourquoi et quel est le dispositif qui vous semble le plus efficace ? Si non, que suggérez-vous pour les améliorer ?
- 2) - A partir de quel niveau de difficultés considérez-vous que le recours au tribunal est nécessaire ? Et jusqu'à quel niveau de difficulté peut-on, selon vous, parler de prévention ?

- Considérez-vous la procédure de sauvegarde comme une procédure de prévention ?
Si non, pourquoi ?
- 3) Le critère de la cessation des paiements vous semble-t-il pertinent pour dissocier, d'une part, les procédures de redressement judiciaire et liquidation judiciaire et, d'autre part, les procédures préventives ou la sauvegarde ? Est-il pertinent de tenir compte principalement de la situation de la trésorerie ?
- 4) La prévention vous paraît-elle indissociable de l'idée de confidentialité ? Pourquoi ?

- 5) Si la prévention devait être nécessairement confidentielle, quelle devrait être l'information des salariés ? S'agissant des procédures non confidentielles, à quel moment faudrait-il informer les salariés ?
- 6) La confidentialité de la prévention vous apparaît-elle compatible avec l'intervention d'un fonds de garantie des salaires (tel que l'AGS) ? Développer le cas échéant.
- 7) Le coût de la prévention constitue-t-il un obstacle ? Pourquoi ?
- 8) Le contrôle exercé par le tribunal sur le choix du mandataire ou conciliateur et sa rémunération vous semble-t-il satisfaisant ? Pourquoi ?

Deuxième partie : les acteurs de la procédure

- 9) Considérez-vous le juge-commissaire comme une juridiction à part entière ? Pourquoi ?
- 10) La procédure de vérification des créances constitue-t-elle une source excessive de contentieux ? Dans l'affirmative, pourquoi ?
- 11) L'intervention du juge vous semble-t-elle toujours nécessaire, même en cas d'insuffisance notoire d'actifs ?

Estimez-vous possible un effacement des dettes du débiteur en l'absence d'obligation de déclaration des créances et / ou de vérification du passif ? Pourquoi ?

- 12) Les rapports des mandataires de justice vous paraissent-ils suffisamment complets ?
- 13) Pensez-vous qu'il soit opportun d'accroître les pouvoirs des créanciers dans la procédure ?

Par exemple en permettant à un vote majoritaire des créanciers de déterminer le contenu d'un plan ?

Ce vote majoritaire pourrait-il imposer aux créanciers minoritaires des modifications substantielles de leurs droits (par exemple une remise de la dette en principal) ?

Troisième partie : la procédure de sauvegarde et la sauvegarde financière accélérée

La procédure de sauvegarde, régie par les articles L. 620-1 à L. 627-4 du code de commerce, peut être ouverte, sur la seule demande du débiteur, lorsque celui-ci, sans être en cessation des paiements, justifie des difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

I – La procédure de sauvegarde

- 14) Les contraintes de la procédure de sauvegarde vous paraissent-elles adaptées à la situation d'un débiteur qui n'est pourtant pas en cessation des paiements ? Pourquoi ?
- 15) La différenciation entre la procédure de sauvegarde et la procédure de redressement judiciaire vous paraît-elle suffisamment nette ?
- 16) Pensez-vous que certaines dispositions, communes au redressement judiciaire et à la sauvegarde, sont adaptées à cette dernière ? Par exemple, la règle du paiement au comptant du contractant dont le contrat est poursuivi et la procédure de revendication vous paraissent-elles adaptées à la sauvegarde ?
- 17) Vous paraît-il adapté qu'en procédure de sauvegarde le débiteur dispose seul du pouvoir de présenter un plan ? Si non, cette procédure pourrait-elle rester attractive ?
- 18) Avez-vous eu l'occasion de participer à la mise en place d'un comité de créanciers ?

Dans l'affirmative, avez-vous des améliorations à suggérer pour améliorer le dispositif existant ?

Avez-vous eu à connaître d'une situation dans laquelle la mise en place (obligatoire) d'un comité de créanciers s'est heurtée à une difficulté particulière ? Laquelle (ou lesquelles) ?

- 19) Quelles autres améliorations préconiserez-vous pour la procédure de sauvegarde ?
- 20) Considérez-vous que le traitement des difficultés liées à l'endettement à moyen et long termes d'une entreprise ayant une activité industrielle et/ou commerciale puisse se faire sans prendre en compte les autres fonctions de l'entreprise ?

Pouvez-vous donner des exemples à l'appui de vos réponses ?

II – La procédure de sauvegarde financière accélérée

- 21) Quelle est, selon vous, la caractéristique principale de la sauvegarde financière accélérée ?

Quatrième partie : la procédure applicable aux petites entreprises

I – Les procédures tendant à un plan

- 22) Selon votre expérience, les procédures qui tendent à l'adoption d'un plan de redressement, de sauvegarde ou de cession petites entreprises pourraient-elle être améliorées par des dispositions spécifiques aux petites entreprises ? Comment ?

II – Les procédures immédiatement liquidatives

Depuis la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005, la liquidation judiciaire peut être prononcée immédiatement lorsque le redressement du débiteur en cessation des paiements est manifestement impossible (article L. 640-1 du code de commerce).

*

La liquidation judiciaire simplifiée (LJS) est obligatoire lorsque trois critères cumulatifs sont réunis (articles L. 641-2 et D. 641-10 du code de commerce) :

- le débiteur n'a pas d'actif immobilier,
- il ne doit avoir à aucun moment employé plus d'un salarié au cours des six mois précédant l'ouverture de la procédure,
- le chiffre d'affaires hors taxes du débiteur doit être inférieur ou égal à 300.000 euros à la clôture du dernier exercice comptable.

La LJS est facultative et laissée à l'appréciation du juge quant à son opportunité, pour les entreprises qui réunissent les trois critères suivants (mêmes dispositions que ci-dessus) :

- absence d'actif immobilier,
- le nombre de salariés n'a pas dépassé le nombre de cinq au cours des six mois ayant précédé l'ouverture de la procédure,
- le chiffre d'affaires hors taxes à la clôture du dernier exercice comptable ne doit pas avoir excédé 750.000 euros.

23) Avez-vous eu à connaître de procédures liquidatives qui n'ont pas été clôturées rapidement alors qu'il n'y avait plus d'actifs à réaliser ?

24) Pensez-vous que les critères de la liquidation judiciaire simplifiée permettent réellement d'accélérer les opérations de liquidation ? Dans la négative, pourquoi ?

25) Si l'actif du débiteur ne permet pas de couvrir les frais prévisibles de la procédure, pensez-vous pertinent d'ouvrir une procédure judiciaire ?

Dans la négative, quelles modalités préconisez-vous ?

Une modalité autre que judiciaire est-elle compatible avec un effacement des dettes ?

Si une modalité judiciaire apparaissait nécessaire, la phase judiciaire pourrait-elle se réduire à une période de trois à six mois ? La compétence d'un juge unique serait-elle envisageable ?

* * *